



## **“La voix des PME en Europe ”**

### **Communiqué de Presse**

Pour publication immédiate

#### **Les PME demandent à la Présidence Luxembourgeoise de donner une dernière chance à la Stratégie de Lisbonne**

**Bruxelles, le 1er décembre 2004** «La croissance économique et la création d'emplois devraient être la priorité des priorités sur l'agenda de la prochaine présidence de l'UE » ont déclaré les représentants du Comité de Direction nouvellement élu de l'UEAPME à M. **Jean-Claude Juncker**, futur président du Conseil de l'UE lors d'une rencontre le 30 novembre 2004. Les représentants de l'association des employeurs des entreprises artisanales et des PME ont expliqué au Premier Ministre que la révision à mi-parcours du processus de Lisbonne, qui doit être présentée au Printemps 2005, sera déterminante pour le futur du développement économique de l'Europe.

«Nous avons besoin d'un signal fort de la prochaine présidence. La révision à mi-parcours du processus de Lisbonne doit clairement expliquer que la croissance économique et la création d'emplois sont les seules sources durables pour financer les critères sociaux et environnementaux existants en Europe. De plus la prochaine présidence devrait créer de nouveaux instruments pour faire respecter l'engagement pris par les chefs de gouvernement concernant les réformes nécessaires » a déclaré **Paul Reckinger**, président de l'UEAPME.

Dans la même ligne que la demande pour une priorité plus grande accordée à la croissance économique, l'UEAPME a aussi demandé le soutien de la présidence sur des dossiers spécifiques traités par le Conseil.

A propos du dossier de la réduction des taux de TVA pour les secteurs à forte intensité de main d'oeuvre, l'association a également demandé à la présidence Luxembourgeoise de redoubler d'efforts afin de surmonter l'impasse actuelle existante entre les Etats Membres. Mettre fin brusquement à la réduction des taux de TVA dans les secteurs bénéficiant actuellement de la mesure impliquerait une diminution d'emplois et donc un nouveau retard pour la stratégie de Lisbonne.

L'UEAPME réclame une série d'amendements à la proposition de Directive sur les Services au sein du Marché Intérieur. Bien que l'association souscrive entièrement à l'objectif de la directive, qui est de donner un nouvel élan au Marché Intérieur et de faciliter la prestation de services à travers l'UE, elle pense que l'approche fondée sur le principe du « pays d'origine » est actuellement irréaliste. Une harmonisation graduelle des critères de qualité de base pour les services et une approche sectorielle pourrait être plus efficace pour parvenir aux objectifs fixés par la Commission.

Après un échange de vues sur les thèmes abordés par l'UEAPME, M. Jean Claude Juncker a précisé qu'il est pleinement conscient du rôle économique important que jouent les PME et l'artisanat au niveau de l'UE. La présidence luxembourgeoise apportera un soin particulier au dossier de la réduction des charges administratives et examinera en détail la directive services qui rencontre une résistance grandissante dans l'opinion publique. La stratégie de Lisbonne, qui selon M. Juncker, « est une réforme pour mieux vivre en Europe » devra être démystifiée et mieux expliquée au citoyen européen.

\*\*\*\*\* Fin \*\*\*\*\*

Raphael Anspach, Attaché de presse  
Tel: +32 2 230 7599/ + 32 472 33 3525  
Email: [pressoffice@ueapme.com](mailto:pressoffice@ueapme.com)  
Web: [www.ueapme.com/pressroom](http://www.ueapme.com/pressroom)